

Von Jagow est gouverneur de la Silésie ; Hindenburg est encore aux quartiers généraux. Un des fils de Guillaume, Adalbert, a offert ses services aux socialistes. En fait, un gouvernement tel quel se continue sans présenter aucune garantie de stabilité et de permanence.

On n'entend jusqu'à présent que des plaintes sur la dureté des termes de l'Entente, des jérémiades sur la menace de la famine, tout cela accompagné d'essais plus ou moins habiles d'éviter la responsabilité des horreurs des quatre dernières années.

Ce qu'on ne voit pas c'est un signe de regret de la part de l'Allemagne. Aucune voix, avec le caractère de l'autorité, ne s'est élevée pour répudier les cris de barbare ambition des teutons, lorsqu'ils se croyaient vainqueurs. Au commencement de la guerre, près de cent des esprits dirigeants, médecins, membres du clergé, professeurs, auteurs, ont signifié sous leur signature, à l'empereur leur approbation de la déclaration de guerre. Plus tard en 1916, plus de 1300 personnes appartenant aux plus hautes sphères mettaient leur nom au bas d'une requête au Chancelier pour l'application aux vaincus des conditions les plus sévères tant en indemnités qu'en territoires.

Ce sont maintenant ces gens qui se traînent à genoux et qui invoquent la sympathie des alliés. Nous aurions bien tort de prêter l'oreille à ces fausses déclarations. Ce n'est pas seulement la caste militaire : ce n'est pas la Prusse seule, c'est l'Allemagne toute entière qui a tenté de nous écraser. Toutes les classes, hautes et basses, du peuple allemand étaient corps et âme avec leur empereur pour la subjugation des peuples de l'Entente. Pendant quatre ans, ils ont encouragé leurs soldats et ont fait tous les sacrifices en vue de la victoire. Quand la malchance est venue ils ont fait volte face. La peur et l'instinct de la conservation en ont fait des révolutionnaires. Mais ces peuples sont demeurés les mêmes. S'ils entrevoyaient la moindre espérance de succès ils seraient prêts à recommencer.

En attendant ils s'efforcent de mêler les cartes autant que faire se peut. Quand Liebknecht aura remplacé Ebert ; quand le chaos et la confusion règneront dans tout l'empire, alors surgira Hindenburg avec son armée qui établira la dictature et la répression militaire.

\* \* \*

Le président Wilson est arrivé en France samedi le 14. Comme on devait s'y attendre, il a été reçu avec toutes les démonstrations dues à la bonne amitié qui unit maintenant les deux républiques. La semaine prochaine commenceront les conférences préliminaires au travail important de l'étude du traité de paix.

En France et en Angleterre, on a donné ces dernières semaines, une grande importance aux deux questions dont nous avons déjà entretenu les lecteurs

de notre revue. Ce sont celles de la liberté des mers et de la société des nations.

Bien que l'on ait dépensé des flots d'encre et un plus grand flot de paroles, on n'est arrivé à aucune décision bien précise au sujet de l'attitude à prendre. La discussion ne sera sérieuse que lorsque le président Wilson aura donné des explications sur ce qu'il entend par ces deux propositions. Jusqu'ici, il n'en a donné aucune. Et puis, quand il aura parlé sa décision ne sera pas finale car elle devra être appuyée par le vote du Congrès dont l'assentiment est nécessaire pour la conclusion d'un traité de paix. La semaine prochaine nous éclairera probablement sur la direction que va prendre l'opinion des diplomates réunis auteur de la table de la conférence.

\* \* \*

Les troupes de l'Entente continuent méthodiquement l'occupation du territoire ennemi à l'ouest du Rhin. Elles ont occupé Mayence, Trèves, Cologne et Coblenze. Le passage de nos soldats ne paraît pas causer une émotion bien grande dans la région occupée. Il est vrai que la conduite des troupes est au delà de tout éloge.

La question qui est vivement débattue à la suite de la débacle allemande est celle de savoir s'il y a véritablement menace de famine dans le pays teuton. A la surface il ne paraît pas y avoir péril en la demeure. En réalité nous ne connaissons de l'état véritable du pays d'outre-Rhin que ce qu'en disent les populations elles-mêmes. Il est probable que d'ici à la prochaine récolte, on aura faim en certains endroits.

La question des indemnités soulèvera de longues discussions. Il n'y aura aucun conflit sur le principe du remboursement et de la réparation. Mais on se demandera, jusqu'à quel point, dans l'état de marasme où se trouvent ses industries, l'Allemagne pourra payer. Il est certain que ceux qui ont acheté des obligations de guerres émises, au cours du conflit, par l'Allemagne, vont trouver qu'ils ont fait une mauvaise spéculation. Les souscriptions étaient magnifiques quand on était sûr qu'un pays riche comme la France, paierait une colossale indemnité de guerre. Mais les temps sont changés.

\* \* \*

L'ex-empereur est toujours en Hollande, et son estimable rejeton sur son île quasi déserte. Ils attendent l'action du congrès allié. Quelle fatale situation pour ces hommes qui à pareil jour de l'an dernier escomptaient la victoire certaine et déterminaient d'avance le partage des dépouilles ? Le système des compensations fait rarement faillite. Les choses comme l'eau, finissent toujours par reprendre leur niveau.

Ce 15 décembre 1918.

A. GOBEIL,